



Yves Saindon, directeur pour

Le Service du greffe

155, rue Notre-Dame Est.

Montréal, H2Y 1B5

514 872-3000

commissions@ville.montreal.qc.ca

21 août, 2020

Sujet : Mémoire pour la consultation pré-budgétaire de la Ville de Montréal 2020

Cher M.Yves Saindon,

Alors que la Ville de Montréal prépare son prochain budget annuel, [le RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal](#) («Le RÉSEAU») cherche à étendre son expérience et ses connaissances pour articuler des éléments clés à considérer afin d'œuvrer à un Montréal juste, équitable et inclusif pour les populations autochtones. Les Autochtones vivant à Montréal, en particulier les Inuit, sont surreprésenté.e.s en itinérance et dans les prisons, et il.elle.s sont de plus en plus victimes de profilage racial et de la brutalité policière. Nous invitons donc la Ville à réduire le budget du SPVM et à redistribuer ces fonds aux communautés disproportionnellement affectés ainsi qu'aux services sociaux et de santé mentale, aux interventions des travailleurs de première ligne et aux organisations communautaires travaillant auprès des communautés marginalisées, notamment la communauté autochtone à Montréal.

Le RÉSEAU existe pour soutenir l'éco-système formé d'individus et de groupes engagés à améliorer la qualité de vie des Autochtones à Montréal. Nos membres comprennent principalement des individus et des groupes Premières Nations, Inuit, et Métis, ainsi que des groupes et individus allochtones, incluant des gouvernements, des institutions, et quelques entreprises. Le RÉSEAU est mené par et pour la communauté autochtone à Montréal, et il anime des espaces d'échanges, de collaboration et de partenariats réciproques. Ensemble, avec des [allié.e.s](#) engagé.es et informé.es, nous visons à répondre aux besoins prioritaires de la communauté et à transformer les systèmes publics afin d'assurer un impact positif et durable pour la communauté.

La Ville de Montréal soutient le RÉSEAU depuis ses débuts en 2008, autant financièrement que par le biais d'une étroite collaboration. Cela nous a permis, entre autres, [d'animer des comités de travail intersectoriels](#) sur l'itinérance et la justice. En 2015, le RÉSEAU a signé une [Accord de collaboration](#) avec le SPVM.

Depuis le mois de mai 2020, le mouvement international visant à réduire le financement des corps policiers municipaux a permis à plusieurs villes de réimaginer leur utilisation budgétaire et d'appliquer une redistribution de fonds, notamment vers des communautés disproportionnellement marginalisées, mais aussi dans des services sociaux et de santé mentale, dans les approches de réduction des méfaits ou en éducation. Récemment, après [avoir voté de couper le budget de leurs services de police de 1%](#), le *Vancouver City Council* a passé [une motion](#) visant à retirer la priorité d'intervention de la police pour les appels d'urgences reliés à la santé mentale. [Plusieurs villes aux](#)

[État-Unis](#) ont elles aussi réduit le budget de leur corps policier, incluant Los Angeles, qui a opéré une coupure budgétaire de 150 millions de dollars. La Ville de New York a aussi réduit son budget policier de un milliard de dollars et a redistribué 354 millions de dollars en éducation, en services sociaux, en services d'itinérance et de santé mentale.

Or, couper les fonds de la police nous permet non seulement d'imaginer des communautés florissantes à travers la redistribution de fonds, mais pourrait aussi permettre à la Ville de Montréal de retrouver une économie effervescente après la pandémie.

En tout respect, nous demandons à la Ville de ne pas aveuglément accepter et approuver le budget du SPVM. Au contraire, nous recommandons à la Ville d'inspecter le budget du SPVM à la loupe, et d'identifier les parts du budget allouées pour des charges non-criminelles, telles que l'itinérance et les services d'assistance en santé mentale, l'intervention de rues, les contrôles de bien-être, etc. Nous invitons la Ville à considérer les conséquences négatives de la police dans ces types d'interventions et de plutôt financer et supporter des services qui ont un impact plus positif, tels que le travail de rue, la réduction des méfaits, les organismes communautaires et les services de support par les pairs.

Additionnellement, afin d'assurer la sécurité de tous les Montréalais.es, la Ville doit déployer plus de ressources spécialisées qui pourrait assister les organismes essentiels de première ligne à accéder à des infrastructures appropriées. Nous croyons qu'il est le devoir de notre municipalité de prendre tous les moyens nécessaires afin d'assurer que tous les besoins de base des citoyen.nes soient comblés. Ces moyens incluent des services adéquats pour la sécurité alimentaire et le logement, ainsi que le soutien des organismes communautaires dévoués et enracinés dans ce type de travail.

Enfin, étant donné que le RÉSEAU est fortement investi dans l'amplification et la mise en valeur de l'expertise, des voix, et de la participation des Autochtones dans les prises de décisions qui les concernent, il est primordial de noter que le RÉSEAU a des préoccupations importantes sur les processus de consultation entrepris par la Ville. Nous recommandons fortement que la Ville de Montréal s'engage dans un processus de consultation plus respectueux et réciproque afin de mieux entendre et comprendre les besoins et nos recommandations du secteur Autochtone.

Compte tenu de l'expertise du RÉSEAU dans l'animation des lieux d'échanges, il nous ferait grandement plaisir d'animer un tel espace pour permettre aux organismes communautaire autochtones et desservant les autochtones d'échanger avec la Ville de Montréal à propos du budget et encore plus.

Au plaisir de collaborer avec vous à nouveau,



Allison Reid

Directrice générale, RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal

allison@reseautlnetwork.com

